



COMPTES ANNUELS  
CONSOLIDÉS



20



20

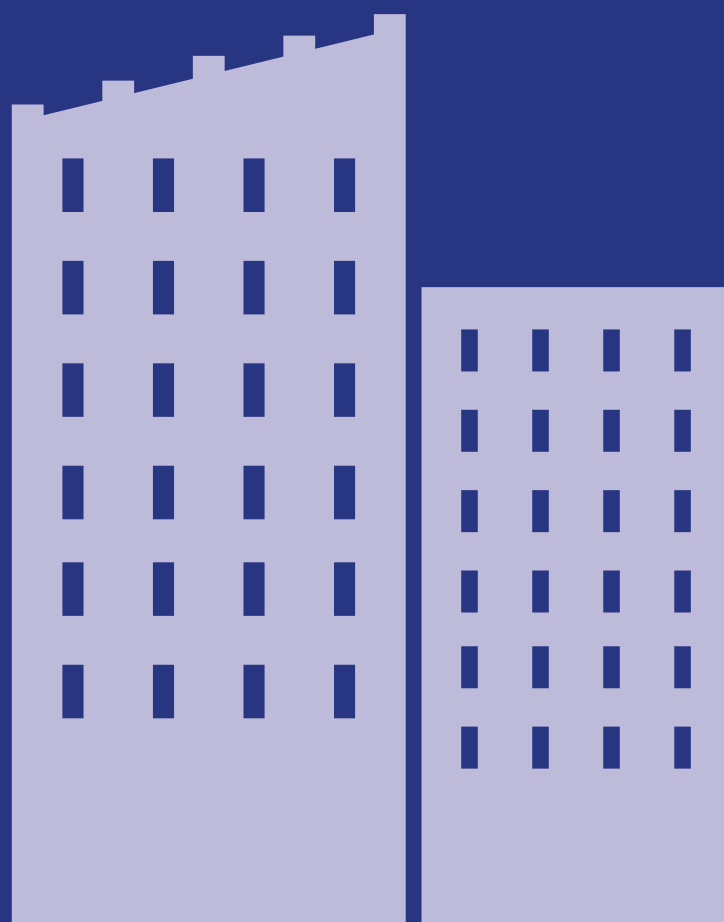




**COMPTES  
ANNUELS  
CONSOLIDÉS**

**2020**

# SOMMAIRE



CHAP.  
01

CONDURIL  
**04**

CHAP.  
04

RAPPORT ET AVIS  
DU CONSEIL DE  
SURVEILLANCE  
**70**

CHAP.  
02

RAPPORT CONSOLIDÉ  
DE GESTION  
**10**

CHAP.  
03

ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS  
ET ANNEXE  
**20**

CHAP.  
05

CERTIFICATION  
LÉGALE DES COMPTES  
CONSOLIDÉS  
**74**

CHAP.

# 01



**CONDURIL**

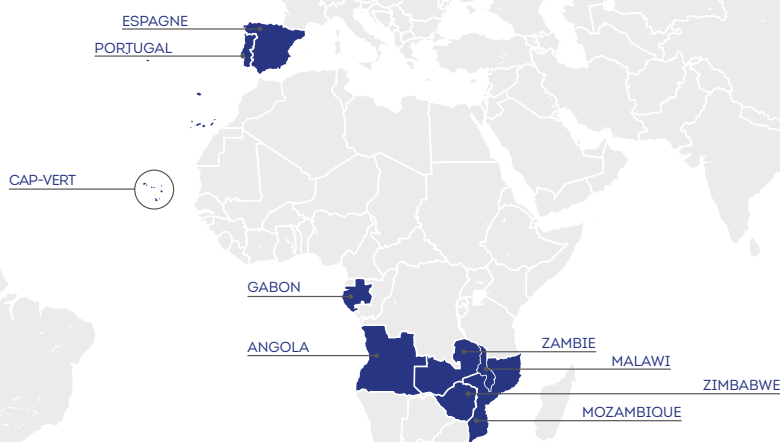


POUR GAGNER, LES ENTREPRISES DOIVENT VEILLER À ÉTABLIR DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES ET À METTRE EN ŒUVRE CES RÉFÉRENCES.

IL EST ÉGALEMENT DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE QUE DES VALEURS D'ENTREPRISE ÉTHIQUES ET CLAIRES SOIENT ÉTABLIES EN TANT QUE PARTIE INTÉGRANTE DE LA CULTURE D'ENTREPRISE, EN CHERCHANT À ÊTRE EXIGEANT DANS LA MANIÈRE DONT ELLES SONT RESPECTÉES DANS LA VIE QUOTIDIENNE DE L'ORGANISATION. DANS L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT EN PARTICULIER, L'EXISTENCE D'UN ENSEMBLE DE VALEURS CLAIREMENT ASSUMÉES PAR L'ENTREPRISE CONSTITUE *PER SE* UNE CARACTÉRISTIQUE DE PREMIÈRE IMPORTANCE ET UN FACTEUR QUI PERMET DE LA DISTINGUER PROFONDÉMENT SUR LE MARCHÉ, EN LUI CONFÉRANT DES CARACTÉRISTIQUES PERTINENTES DE COMPÉTITIVITÉ GÉNÉRALE.

AU COURS DES CINQUANTE DERNIÈRES ANNÉES PENDANT LESQUELLES NOUS AVONS DIRIGÉ CETTE ENTREPRISE, NOUS AVONS SANS CESSÉ CHERCHÉ À AMÉLIORER SON FONCTIONNEMENT. À UN MOMENT DONNÉ, CETTE PRÉOCCUPATION A EXIGÉ LA PUBLICATION EN INTERNE D'UN ENSEMBLE DE DOCUMENTS AFIN DE PROCÉDER À UN REGISTRE ÉCRIT DES THÈMES CLÉS DE LA GESTION DE L'ENTREPRISE, PERMETTANT AINSI LEUR CONSULTATION ET DÉFINISSANT LA MANIÈRE DONT TOUS LES COLLABORATEURS, DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS, DOIVENT ORIENTER LEURS DÉCISIONS ET COMPORTEMENTS, EN PARTICULIER : DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE DE CONDURIL ; LORS DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX ; DANS LE TRAITEMENT DES CLIENTS ; DANS LEURS RELATIONS AVEC LES AUTRES COLLABORATEURS ET LA SOCIÉTÉ EN GÉNÉRALE EN TANT QUE COLLABORATEURS DE CONDURIL ; ET DANS LE RESPECT DE NOS VALEURS ET PRINCIPES.





## VISION

Conduril développe toute son activité dans le domaine du génie civil et son objectif principal, que ce soit en termes techniques ou économiques, est d'être (et d'être reconnue par le marché en tant que telle) l'une des meilleures entreprises portugaises d'ingénierie tout en ayant en simultanément les caractéristiques suivantes :

Être une grande entreprise à l'échelle nationale sur le plan technique et économique, capable de répondre à tout chantier de génie civil, aussi bien au Portugal qu'à l'étranger.

Être, en termes de nombre total de personnes en activité, au niveau national, une entreprise de taille moyenne, flexible, capable de répondre aux différentes demandes du marché et dotée d'une grande capacité technique capable, avant toute chose, de constituer une base solide pour soutenir ses activités à l'étranger.



## MISSION

Notre mission est de créer une richesse durable pour nos actionnaires et la durabilité des meilleures conditions de travail et de rémunération pour nos collaborateurs, ainsi que leur satisfaction en tant que premier vecteur de notre responsabilité sociale, qu'ils soient en activité ou à la retraite, en particulier à travers le complément de pension d'environ 22,5 % supérieur aux retraites normales, provenant de notre fonds de pension créé en 1989, la durabilité de Conduril Academy en Angola et au Mozambique et le maintien des bourses universitaires dans ces pays, dont le support suppose la pérennité de Conduril et implique l'obtention persistante de résultats.



## VALEURS

Nous pensons que nous ne pouvons créer de la valeur et de la richesse, c'est-à-dire gagner, que de la bonne manière : avec franchise, confiance et responsabilité fondées sur une culture de l'intégrité, synonyme d'honnêteté, de transparence, de justice et d'un strict respect des règles et des règlements. Ce sont nos valeurs et les fondements de tous nos principes.

« Nous sommes déterminés à promouvoir et préserver "dans les cent (100) prochaines années" nos valeurs et nos principes fondamentaux, en cultivant attentivement les conditions de survie nécessaires » : cohésion, consistance, méritocratie, loyauté, rigueur, éthique et culture.

LA CAPACITÉ D'ADAPTATION À LA SOCIÉTÉ EST ESSENTIELLE POUR UNE ENTREPRISE QUI AGIT SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL AFIN DE S'INTÉGRER AU MIEUX DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL EXISTANT, TOUT EN RESPECTANT LES COUTUMES LOCALES ET EN COLLABORANT AVEC INTELLIGENCE, AUTANT QUE POSSIBLE, DANS LE CADRE DE SA RESPONSABILITÉ SOCIALE.

UNE CULTURE TELLE QUE CELLE DE CONDURIL, QUI VALORISE L'ACTION, FAVORISE LA TRANSPARENCE, FORME LES COLLABORATEURS ET STIMULE LA COMMUNICATION, FOURNIT DE L'ÉNERGIE CINÉTIQUE AU PLAN ET CONSTITUE UN ENGAGEMENT ENVERS SES COLLABORATEURS.

CET ENSEMBLE DE DOCUMENTS "NORMATIFS", QUI A ÉTÉ MIS À DISPOSITION DE TOUS ORALEMENT ET PAR ÉCRIT AU COURS DE CES CINQUANTE DERNIÈRES ANNÉES, A ABOUTI, EN 2019, À LA PUBLICATION UNIFIÉE DES PRINCIPES DE GOUVERNEMENT DE L'ENTREPRISE, CONSACRÉS DANS NOTRE "CONSTITUTION" : LE VÉRITABLE LIEN ENTRE TOUS LES COLLABORATEURS, CAPABLE D'ASSURER LA PÉRENNITÉ DE CONDURIL AVEC TOUS LES AVANTAGES QUE CELA IMPLIQUE : POUR TOUS LES COLLABORATEURS ; POUR TOUS CEUX CONCERNÉS PAR NOTRE RESPONSABILITÉ SOCIALE ACTIVE, PRÉSENTE ET FUTURE ; POUR TOUT LE PAYS.



IN « CONSTITUTION » DE CONDURIL, 2019

# ORGANES SOCIAUX

## **BUREAU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Crisóstomo Aquino de Barros (président)  
Amadeu Augusto Vinhas  
Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

António Luís Amorim Martins (président)  
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins  
Maria Luísa Andrade Amorim Martins  
António Baraças Andrade Miragaia  
António Emanuel Lemos Catarino  
Jorge Lúcio Teixeira de Castro  
Miguel José Alves Montenegro de Andrade  
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

## **COMITÉ EXÉCUTIF**

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)  
Maria Luísa Andrade Amorim Martins (vice-PDG et DAF)  
António Baraças Andrade Miragaia  
António Emanuel Lemos Catarino  
Jorge Lúcio Teixeira de Castro  
Miguel José Alves Montenegro de Andrade  
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

## **CONSEIL DE SURVEILLANCE**

Ademar Américo Soares Paiva (président)  
Maria de Lourdes Lopes Chaves  
Júlio Gales Ferreira Pinto  
João Ricardo Araújo Monteiro Rocha (suppléant)

## **CABINET D'AUDIT**

Horwath & Associados, SROC, Lda.  
Représenté par  
Ana Raquel B. L. Esperança Sismeyro  
João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires (suppléant)

CHAP.

# 02



**RAPPORT  
CONSOLIDÉ  
DE GESTION**

CONFORMÉMENT AUX STATUTS ET  
DISPOSITIONS LÉGALES APPLICABLES,  
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE CONDURIL - ENGENHARIA,  
S.A. PRÉSENTE ET SOUMET À  
L'APPRÉCIATION DE L'ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES LE  
RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION, LES  
COMPTES CONSOLIDÉS DE LA PÉRIODE  
ET LES AUTRES DOCUMENTS DE  
REDDITION DES COMPTES CONSOLIDÉS  
CONCERNANT L'EXERCICE DE 2020.

1. Après une décennie de croissance continue du produit mondial, la pandémie de COVID-19, qui s'est propagée à l'échelle globale en un court laps de temps, a provoqué une chute généralisée de l'activité économique entraînant des conséquences graves dans son évolution et générant, en 2020, l'un des taux de croissance les plus faibles jamais enregistrés, inférieur à -4 %.

Les mesures de lutte contre la pandémie ont revêtu un caractère restrictif, ont conditionné la circulation des personnes, des biens et des services, ont conduit les organismes publics à concentrer leurs efforts tout au long de l'année sur les projets liés à la santé publique et ont amené les acteurs économiques privés à agir avec une précaution particulière, ce qui a abouti à l'effondrement du commerce intérieur et extérieur, ainsi qu'au report des investissements prévus pour 2020 et, certainement, pour les années suivantes.

**TABLEAU 1** - Évolution du taux de croissance de la production réelle

	2021	2020	2019
<b>MONDE</b>	5,2 %	-4,4 %	2,8 %
<b>PAYS DÉVELOPPÉS</b>	3,9 %	-5,8 %	1,7 %
Portugal	6,5 %	-10 %	2,2 %
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT</b>	6,0 %	-3,3 %	3,7 %
Angola	3,2 %	-4,0 %	-0,9 %
Mozambique	2,1 %	-0,5 %	2,3 %
Zambie	0,6 %	-4,8 %	1,4 %
Malawi	2,5 %	0,6 %	4,5 %
Gabon	2,1 %	-2,7 %	3,8 %
Zimbabwe	4,2 %	-10,4 %	-6,5 %

Source : Fonds monétaire international (FMI)

Au Portugal, les instances nationales sont moins pessimistes, en indiquant une chute du produit intérieur d'environ 8 % en 2020 et en estimant la reprise de la croissance en 2021, quoiqu'encore très limitée par l'évolution encore incertaine de la pandémie et par la mise en place des mesures prévues dans le programme d'aide appelé « bazooka européen ».

En Afrique, notamment dans les pays où le groupe Conduril opère (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi, Gabon et Zimbabwe), les économies ont également été fortement pénalisées par la pandémie.



2. Au cours de l'année 2020, l'activité du groupe Conduril a été obligée de recentrer constamment tous ses moyens en raison de l'ensemble amplifié d'obstacles auxquels il a dû faire face, notamment :



Portugal

- la fermeture des espaces aériens et des frontières pour répondre à la pandémie a affecté non seulement la fourniture de biens et de services mais surtout la mobilité des ressources humaines ;
- la fermeture des services considérés comme non essentiels par les organismes publics a obligé le groupe à mettre immédiatement en place des alternatives pour assurer la satisfaction des besoins essentiels – comme, par exemple, l'alimentation – de centaines de collaborateurs délocalisés dans les différents chantiers en cours ;
- le climat actuel de tension et de terrorisme croissants dans la province de Cabo Delgado, au Mozambique, a conduit à la résiliation par accord mutuel du contrat du chantier financé par le gouvernement japonais que Conduril était en train de réaliser dans cette région ;
- les effets de la COVID-19 au Malawi ont également conduit à la résiliation par accord mutuel du contrat d'un chantier financé par le gouvernement japonais que Conduril était en train de réaliser dans ce pays ;

- le renforcement des moyens d'hébergement et de transport en raison des limitations de capacité imposées ;
- la pénurie de certains biens utilisés le long du processus de production a causé la flambée de leurs prix ;
- la priorité de la lutte contre la pandémie par les organismes publics a conduit au report (dans certains cas cela a même occasionné l'annulation) de plusieurs projets dans le secteur où le groupe Conduril opère, en particulier en Afrique où une réduction drastique des appels d'offres s'est vérifiée.

Face à ces difficultés, le chiffre d'affaires du groupe, en 2020, a connu une réduction de 20 % par rapport à l'année précédente, s'élevant à 124 millions d'euros. Cependant, il convient de souligner que, d'après la perspective présentée dans le rapport de 2019, la part du chiffre d'affaires sur le marché portugais a augmenté pour atteindre 50 % (face à 35 % en 2019), les autres 50 % étant distribués entre les pays du continent africain où le groupe est installé. L'effort accru pour maintenir les critères de qualité qui lui sont reconnus et les meilleures conditions possibles pour ses collaborateurs ont eu un impact direct sur la diminution de la rentabilité, l'année s'achevant avec un résultat net de 1141 milliers d'euros.



Les principaux indicateurs économiques et financiers restent à des niveaux confortables et traduisent une politique de consolidation solide qui a toujours caractérisé l'activité du groupe Conduril :

INDICATEURS	2020	2019	2018
Actif (€)	377 031 776	370 893 772	346 526 010
Passif (€)	198 739 064	161 620 781	134 027 840
Capitaux propres (€)	178 292 712	209 272 991	212 498 170
Endettement net (€)	11 724 002	-1 051 957	-19 689 859
Chiffre d'affaires (€)	123 960 649	154 775 033	124 574 488
VAB (€)	49 573 427	59 030 795	59 776 016
EBE (€)	12 138 072	20 248 176	25 651 997
Résultat net de l'exercice (€)	1 141 046	2 465 333	3 047 097
Autonomie financière	47 %	56 %	61 %
Liquidité générale	157 %	184 %	206 %
Ratio de solvabilité	90 %	129 %	159 %

En cette année 2020 atypique, il faut néanmoins souligner certains points importants :

- le démarrage, au Portugal, de deux chantiers qui ont obligé à un gros effort d'investissement et qui, par leurs dimensions et caractéristiques, resteront dans l'histoire du groupe Conduril : les travaux de la 3<sup>e</sup> phase de l'agrandissement de la jetée Est du Port de Sines pour APS - Administração dos Portos de Sines e do Algarve, S.A. et la construction du barrage et de la centrale d'exploitation hydroélectrique de l'Alto Tâmega du système de production électrique du Tâmega pour Iberdrola Generación S.A. Unipessoal ;
- les nouveaux chantiers, notamment : au Portugal, la modernisation de la voie ferrée de la Beira Alta sur les tronçons Guarda-Vilar Formoso et Celorico da Beira-Guarda et la construction de la nouvelle église de Pedro Miguel sur l'île de Faial (Açores) ; en Angola, la construction de trois nouveaux ponts sur la route EN105, dans la province de Benguela ; au Malawi, la construction de la 1<sup>re</sup> phase du canal d'irrigation de la Vallée de Shire ; et, au Gabon, la réhabilitation du réseau de distribution d'eau entre Owendo et Ntoum ;
- la conclusion de la construction du pont suspendu pour piétons à Arouca, au Portugal, ainsi que de la réhabilitation de la route entre Condé et Ebo, en Angola ; et
- les différentes certifications dûment accréditées par des entités extérieures que le groupe renouvelle, met à jour et renforce année après année :

	PORTUGAL	ANGOLA	MOZAMBIQUE
Système de gestion de la qualité	<b>SUIVI</b> NP EN ISO 9001:2015 APCER	<b>RENOUVELLEMENT</b> NP EN ISO 9001:2015 APCER	<b>SUIVI</b> NP EN ISO 9001:2015 APCER
Système de gestion de la sécurité et de la santé au travail	<b>MIGRATION</b> ISO 45001:2019 APCER	<b>MIGRATION</b> NP ISO 45001:2019 APCER	<b>MIGRATION</b> NP ISO 45001:2019 APCER
Système de gestion environnementale	<b>RENOUVELLEMENT</b> NP EN ISO 14001:2015 APCER	<b>OCTROI</b> NP EN ISO 14001:2015 APCER	<b>SUIVI</b> EN ISO 14001:2015 APCER
Accréditation du laboratoire central	<b>SUIVI</b> NP EN ISO/IEC 17025:2018 IPAC		<b>AVIS FAVORABLE</b> (en attente d'octroi de la certification) NP EN ISO/IEC 17025:2018 IPAC
Marquage CE pour les structures métalliques	<b>MAINTIEN</b> (Edirio) EN 1090+1:2009+A1:2011 APCER		
Marquage CE des enrobés bitumineux produits dans la centrale installée sur le chantier « IPS - Vilar Formoso/fronrière »	<b>OBTENTION</b> EN 13108-1:2006 + EN 13108-1:2006/AC:2008 et EN 13108-5:2006 + EN 13108-5:2006/ AC:2008 APCER		

APCER - Agence portugaise de certification  
IPAC - Institut portugais d'accréditation

Concernant les participations dans les concessionnaires de deux des sous-concessions routières du Portugal :

- au dernier trimestre 2020, Conduril et les autres détenteurs du capital de SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A. se sont accordés sur la vente de la sous-concessionnaire du Baixo Alentejo et de son opérateur, Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. La promesse de vente ayant été signée en décembre, l'opération a reçu l'approbation de l'Autorité de la concurrence portugaise en février 2021 et attend les autorisations des autres organismes officiels. L'affaire devrait être conclue jusqu'à la fin du premier semestre de cette année ;
- concernant la participation du groupe dans la sous-concession de l'Algarve Litoral, comme indiqué dans le rapport de 2019, une procédure d'arbitrage incluant une demande d'indemnité de 445 millions d'euros et une demande de mesures conservatoires afin d'éviter la rupture financière de RAL - Rotas do Algarve Litoral, S.A. a été entamée cette année-là. On s'attendait à ce que cette procédure soit réglée au cours de l'année 2020, mais bien que le tribunal arbitral n'ait été constitué qu'en février 2020, seule l'audition des témoins a commencée en raison de la pandémie. Le 9 mars 2021, le tribunal arbitral a décidé de condamner Infraestruturas de Portugal, S.A. au paiement à titre conservatoire du montant demandé dans le cadre de la mesure conservatoire. S'agissant d'une question d'intérêt public, Conduril est convaincue que cette procédure aura une résolution favorable d'ici la fin 2021.

### 3. Poursuivant la stratégie de renforcement et renouvellement de la capacité de

production, un investissement de plus de 32 millions d'euros a été réalisé en équipements et en machines, dont 90 % au Portugal. Ce volume d'investissement a inclus une grue de grande taille ayant une capacité de 1 350 tonnes et qui est essentielle pour les travaux dans le Port de Sines.



Malawi

Un autre pilier fondamental de la croissance et du soutien stratégique du groupe est la transformation technologique entamée au niveau des systèmes d'information. Ce pari a permis l'obtention d'une optimisation et de gains de productivité en termes de gestion, grâce à un plus grand contrôle sur les opérations, à l'automatisation de certaines tâches et à la garantie d'informations rapides et cohérentes, sans pour autant négliger l'augmentation des risques que ce domaine entraîne et que le groupe cherche à anticiper et à atténuer.

- 4.** L'année 2020 a été une année particulièrement difficile, obligeant tout le monde à se réinventer au quotidien, à recourir à une capacité caméléonesque d'adaptation à un futur toujours incertain et à un présent en pleine mutation. Dans cette optique, l'actif déjà unique qui est le capital humain du groupe Conduril a fait preuve d'une capacité d'adaptation, de résilience et de surpassement incomparable.

L'impulsion du développement des compétences et des qualifications des collaborateurs que le groupe cherche à promouvoir à travers différentes actions de formation a subi un revers significatif en 2020 : les heures de formation n'ont atteint que 6 400 heures par opposition aux 29 200 heures de 2019. En Afrique, les organismes de formation ont été fermés et l'académie de formation de Conduril – Conduril Academy – a dû s'adapter aux circonstances, en essayant toutefois de maintenir la proximité avec les collaborateurs. En raison des exigences légales en matière de lutte contre la pandémie, de nombreux programmes de formation ont été reportés.

Plus de 2 300 collaborateurs sont répartis à travers les différentes zones géographiques dans lesquelles le groupe opère, dont environ 76 % à l'étranger. Compte tenu de la délocalisation de ceux-ci, leur mobilité internationale a toujours été une préoccupation de Conduril qui en 2020 a renforcé les couvertures d'assurances de protection et d'assistance.

La retraite de ses collaborateurs est également une préoccupation majeure de Conduril qui a renforcé à cet effet le Fonds de pension Conduril, dont le montant s'élevait à 10 594 187 euros à la fin de l'année. Ce fonds est intégralement soutenu par les contributions de l'entreprise et les revenus générés par les actifs du portefeuille.

- 5.** Dans le cadre de sa politique de bonne gouvernance de la société et consciente du besoin absolu d'une gestion appropriée des risques, le groupe Conduril possède une politique intérieure solide d'identification, de qualification et d'atténuation des risques pouvant avoir un impact négatif sur la réalisation de ses objectifs.

La gestion des risques chez Conduril va au-delà de la catégorisation conventionnelle des risques stratégiques, financiers et opérationnels, car l'entreprise sait que les risques sont reliés entre eux et peuvent changer de catégorie au fil du temps. Conscient du fait que les risques doivent être gérés et non évités, le groupe possède un département dédié à leur gestion. Cette gestion repose sur les piliers suivants :

- atténuer les risques – par la mise en oeuvre de contrôles et/ou de mécanismes permettant de minimiser les risques ;
- transférer les risques – par la souscription de polices d'assurance ;
- acceptation – par la reconnaissance formelle de l'existence des risques et le suivi de leur impact sur l'organisation.

- 6.** On s'attend à une reprise progressive de l'économie en 2021. Au Portugal, le plan de relance et de résilience prévoit la réalisation d'investissements de gros montants jusqu'en 2026, dont un grand nombre sont liés à des infrastructures ferroviaires, routières et à des établissements sanitaires et éducatifs.

L'investissement dans plusieurs chantiers est également prévu en Afrique, les investisseurs extérieurs revêtant ici une importance particulière car ils octroient des lignes de crédit à des projets de coopération et développement.

Le département commercial du groupe reste axé sur les opportunités non seulement des marchés actuels, mais également des nouveaux marchés dans lesquels il analyse plusieurs projets et présente des offres dans l'attente d'attributions dans un délai proche.

Le groupe Conduril ajoute à ces perspectives son portefeuille de travaux en cours d'un montant de plus de 550 millions d'euros, réparti à travers les différentes zones géographiques dans lesquelles il opère. Malgré l'incertitude actuelle en raison de la pandémie mondiale de COVID-19, compte tenu du rôle du secteur dans lequel le groupe agit et du volume de travaux en cours déjà mentionné, le Conseil d'administration considère que le groupe dispose des ressources appropriées pour maintenir son activité, la continuité des opérations étant assurée.

#### **7.** Autres informations :

**a)** Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi, au Gabon et au Maroc. Après plusieurs années d'inactivité au Botswana, l'entreprise a décidé de mettre fin aux opérations de cette succursale le 31 décembre 2020.

**b)** Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité Sociale.



Portugal

**c)** Le capital social, composé de 2 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.

**d)** Les 200 000 actions propres détenues par l'entreprise n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.

**e)** Les valeurs mobilières émises par Conduril - Engenharia, S.A., détenues par les titulaires du Conseil d'administration restent inchangées par rapport à l'exercice précédent, à l'exception du nombre d'actions de l'actionnaire Maria Benedita Andrade de Amorim Martins qui, le 28 janvier, a acquis en bourse 100 actions pour une valeur unitaire de 35 euros, et de l'actionnaire Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes qui, le 17 et 18 mars, a acquis en bourse 469 et 103 actions, respectivement, au prix unitaire de 32 euros, ainsi que 500 et 400 actions le 18 et 20 mars, respectivement, au prix unitaire de 30 euros et 500 actions le 27 mars au prix unitaire de 29,80 euros.

f) Les affaires ou les opérations entre la société ou toute entité contrôlée par celle-ci et des membres de ses organes d'administration et de surveillance sont inexistantes ou revêtent la nature de transactions sans signification économique particulière pour aucune des parties concernées et sont réalisées dans le cadre de l'activité courante du groupe, dans des conditions normales de marché face à des opérations similaires. Lorsqu'elles existent, celles-ci feront l'objet d'une autorisation par délibération du Conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code portugais des Sociétés commerciales.

**8.** Le Conseil d'administration propose dans ses comptes annuels individuels que le résultat net de l'exercice de 2020, à hauteur de 1 136 131 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 540 000 euros, ce qui correspond à 0,30 euros par action ;
- Autres réserves : 596 131 euros.

**9.** En cette année singulière, le Conseil d'administration de Conduir tient en particulier à remercier tous ses collaborateurs pour leur engagement et dévouement. Cette reconnaissance s'étend à tous ceux qui ont soutenu l'activité de l'entreprise et y ont déposé leur confiance, notamment ses clients, fournisseurs, institutions financières et autres partenaires commerciaux, sans oublier les éléments des Organes sociaux. Seule la collaboration de tous nous permettra de surmonter ce voyage exigeant.

Fait à Ermesinde, le 10 mars 2021

Le Conseil d'administration,

CHAP.

# 03



**ÉTATS  
FINANCIERS  
CONSOLIDÉS  
ET ANNEXE**

## BILAN CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET 2019

Montants exprimés en EUROS

	NOTES	2020	2019
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF NON COURANT</b>			
Immobilisations corporelles	3;7	86 239 054	59 754 129
Immobilisations incorporelles	3;6	5 516 499	5 540 046
Participations financières (méthode de la mise en équivalence)	3;9	-	710 789
Autres immobilisations financières	3;9	73 240 968	91 872 418
Actifs d'impôt différé	3;17	5 761 847	226 280
Sous-total		170 758 368	158 103 662
<b>ACTIF COURANT</b>			
Stocks	3;10	13 647 671	12 722 558
Clients	3;19	85 113 548	101 265 037
Clients avec une retenue de garantie	3;19	6 173 167	4 122 995
État et autres organismes publics	21	17 638 405	15 662 198
Actionnaires		7 159	7 159
Autres comptes débiteurs	3;19;21	52 767 626	68 147 219
Charges constatées d'avance	3;21	1 207 230	672 250
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	3;19	1 805 766	-
Actifs non courants détenus à la vente	3;18	20 879 954	-
Autres actifs financiers	3;19	1 482	1 482
Encaisse et dépôts en banque	3;4	7 031 400	10 189 212
Sous-total		206 273 408	212 790 110
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>377 031 776</b>	<b>370 893 772</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital souscrit		10 000 000	10 000 000
Actions propres	3	(950 000)	(950 000)
Réserves légales		3 459 903	3 453 109
Autres réserves		205 082 903	202 621 765
Résultats reportés		6 684 910	5 752 326
Écarts de réévaluation		2 172 444	2 708 790
Ajustements / Autres variations des capitaux propres		(49 308 317)	(16 807 417)
Sous-total		177 141 843	206 778 573
Résultat net de l'exercice		1 136 131	2 461 138
Sous-total		178 277 974	209 239 711
Participations ne donnant pas le contrôle		14 738	33 280
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>3</b>	<b>178 292 712</b>	<b>209 272 991</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>PASSIF NON COURANT</b>			
Provisions	3;13	3 922 642	3 055 500
Financements obtenus	3;8;19	57 895 123	41 537 311
Passifs d'impôt différé	3;17	5 831 753	1 347 247
Autres comptes créditeurs	3;21	-	253 410
Sous-total		67 649 517	46 193 468
<b>PASSIF COURANT</b>			
Fournisseurs	3	42 252 963	40 768 618
Avances de clients	3	34 662 669	14 332 353
État et autres organismes publics	21	16 121 606	19 677 611
Actionnaires		2 846 179	2 846 179
Financements obtenus	3;8;19	21 977 654	25 178 178
Autres comptes créditeurs	3;21	11 610 362	11 475 204
Produits constatés d'avance	3;21	1 618 115	1 149 170
Sous-total		131 089 547	115 427 313
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>198 739 064</b>	<b>161 620 781</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF</b>		<b>377 031 776</b>	<b>370 893 772</b>

L'administration,

Le comptable  
certifié,



# COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR NATURE

AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET 2019

Montants exprimés en EUROS

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2020	2019
Ventes et services fournis	3;12;21;22	123 960 649	154 775 033
Subventions d'exploitation		-	-
Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises	3;9	(220 663)	149 220
Variation des stocks de la production	3;10	(137 862)	87 012
Travaux au sein de l'entreprise	3	1 648 333	1 706 850
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	10	(35 118 870)	(39 338 324)
Fournitures et services extérieurs	21	(58 412 228)	(51 144 471)
Frais de personnel	3;20;21	(37 435 355)	(38 782 619)
Dépréciation de stocks (pertes / reprises)	3;10	-	-
Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)	3;19	-	(65 457)
Provisions (augmentations / diminutions)	3;13	(795 127)	(197 043)
Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)		-	-
Augmentations / diminutions de la juste valeur		1 671	-
Autres revenus	14;21	30 768 308	10 000 130
Autres charges	14;21	(12 914 239)	(17 204 655)
<b>Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts</b>		<b>11 344 615</b>	<b>19 985 676</b>
Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement	3;6;7	(4 737 326)	(4 171 339)
Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)		-	-
<b>Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)</b>		<b>6 607 289</b>	<b>15 814 337</b>
Intérêts et produits assimilés obtenus		-	-
Intérêts et charges assimilées supportées	3;21	(3 317 091)	(3 882 697)
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>3 290 198</b>	<b>11 931 640</b>
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	3;17	(2 149 152)	(9 466 307)
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>1 141 046</b>	<b>2 465 333</b>
Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice		-	-
<b>RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :</b>			
Détenteurs de capitaux de la société mère		1 136 131	2 461 138
Participations ne donnant pas le contrôle		4 915	4 195
<b>Sous-total</b>		<b>1 141 046</b>	<b>2 465 333</b>
<b>RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ</b>		<b>0,63</b>	<b>1,37</b>

L'administration,

Le comptable  
certifié,

# TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET 2019

Montants exprimés en EUROS

POSTES	NOTES	2020	2019
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>			
Encaissements clients		152 947 964	109 828 301
Règlements fournisseurs		(100 491 647)	(87 816 426)
Rémunérations du personnel		(32 939 213)	(32 940 985)
Trésorerie générée par les opérations		19 517 104	(10 929 110)
Impôt sur les bénéfices payé / perçu		(828 824)	(1 886 833)
Autres encaissements / décaissements		(11 083 276)	(3 421 895)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)</b>		<b>7 605 003</b>	<b>(16 237 838)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Immobilisations corporelles		(8 173 316)	(535 785)
Immobilisations incorporelles		(5 203)	(10 887)
Immobilisations financières		(47 609)	(2 722 144)
Autres actifs		-	-
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Immobilisations corporelles		276 594	-
Autres actifs		9 510	-
Intérêts et produits assimilés		2 957 882	3 066 560
Dividendes		130 743	118 600
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)</b>		<b>(4 851 398)</b>	<b>(83 656)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Financements obtenus		96 331 590	84 607 985
Autres opérations de financement		-	-
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Financements obtenus		(96 655 572)	(62 763 383)
Financements leasings		(2 276 770)	(1 598 614)
Intérêts et charges assimilées		(2 523 498)	(3 619 931)
Dividendes		-	(900 000)
Réductions de capital et d'autres instruments de capitaux propres		-	-
Autres opérations de financement		-	-
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)</b>		<b>(5 124 251)</b>	<b>15 726 057</b>
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)		(2 370 646)	(595 437)
Effets advenant des différences de change		(787 167)	(1 462 551)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		10 189 212	12 247 200
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>4</b>	<b>7 031 400</b>	<b>10 189 212</b>

L'administration,

Le comptable  
certifié,

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Montants exprimés en EUROS

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE											
NOTES	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS (PARTS) PROPRES	RÉSERVES LÉGALES	AUTRES RÉSERVES	RÉSULTATS REPORTÉS	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	AJUSTEMENTS/ AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
<b>SITUATION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2020</b>	10 000 000	(950 000)	3 453 109	202 621 765	5 752 326	2 708 790	(16 807 417)	2 461 138	209 239 711	33 280	209 272 991
Affectation du résultat de l'exercice			6 795	2 454 344				(2 461 138)			-
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 suite à l'affectation du résultat	10 000 000	(950 000)	3 459 904	205 076 109	5 752 326	2 708 790	(16 807 417)	-	209 239 711	33 280	209 272 991
<b>VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :</b>											
Première adoption du nouveau référentiel comptable											
Changements de méthodes comptables											
Écarts de conversion des états financiers							(31 759 138)		(31 759 138)	(23 596)	(31 782 734)
Libération d'écarts de réévaluation					536 346	(536 346)					
Écarts de réévaluation											
Ajustements d'impôt différé											
Application de la méthode de la mise en équivalence											
Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres				6 795	396 238		(741 763)		(338 730)	139	(338 591)
				6 795	932 584	(536 346)	(52 500 900)		(32 097 868)	(23 457)	(32 121 325)
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>								1 136 131	1 136 131	4 915	1 141 046
Résultat global								1 136 131	1 136 131	4 915	1 141 046
<b>OPÉRATIONS AVEC DÉTENTEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE</b>											
Souscriptions de capital											
Souscriptions de primes d'émission											
Distributions											
Apports à la couverture de pertes											
Autres opérations											
<b>SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2020</b>	3	10 000 000	(950 000)	3 459 904	205 082 903	6 684 910	(49 308 317)	1 136 131	178 277 974	14 738	178 292 712

L'administration,

Le comptable certifié,

# ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020

## 1. INTRODUCTION

### ACTIVITÉ

Conduril - Engenharia, S.A. (« Conduril » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835, 4445-416 Ermesinde – Valongo ; accompagnée de ses sociétés associées (« groupe »), elles ont pour activité principale les ouvrages de génie civil et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Nous considérons que ces états financiers consolidés donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Les états financiers consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.



Le périmètre de consolidation de Conduril - Engenharia, S.A. inclut les entités suivantes :

<b>CONSOLIDATION INTÉGRALE</b>	<b>%</b>
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00
Edirio - Construções, S.A.	100,00
Métis Engenharia, Lda.	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00
Urano, Lda.	99,00
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	100,00
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	100,00
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	100,00
<b>CONSOLIDATION PROPORTIONNELLE :</b>	
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50,00
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86
<b>MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE :</b>	
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	21,64
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33

## COVID-19

L'épidémie de COVID-19 a été considérée comme une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) le 11 mars 2020, l'état d'urgence ayant été déclaré au Portugal le 18 mars 2020 et dès cette date dans tous les pays où nous opérons. Au cours des derniers mois, nous vivons dans un contexte de grande incertitude, causée directement et indirectement par la pandémie de COVID-19. Depuis le début, le groupe suit de près tous les développements associés à cette maladie, en mettant prudemment en œuvre les mesures considérées comme appropriées, en fonction des recommandations des autorités internationales et des organismes compétents des pays où il agit. L'impact de la pandémie sur l'activité du groupe a été ressenti, surtout, au niveau de quelques arrêts ou suspensions de la production, ainsi que des frais liés aux mesures qu'il a fallu prendre dans le domaine de la sécurité au travail. De plus, l'entreprise a adhéré à des plans moratoires au titre de certains financements bancaires dans le cadre des plans de relance économique et de lutte contre les impacts économiques et sociaux de la pandémie provoquée par la maladie COVID-19.

L'administration de Conduril a assuré la préparation des plans d'action d'urgence et de prévention considérés comme nécessaires et appropriés, afin d'anticiper et d'atténuer les effets négatifs et les impacts économiques et financiers dans ses activités. Ces plans sont constamment revus et mis à jour, en fonction de l'évolution de la pandémie et de ses effets dans chacune des zones géographiques dans lesquelles le groupe est présent. Compte tenu des faits survenus jusqu'aujourd'hui, bien que les prochains mois restent incertains par rapport à la situation épidémiologique et aux mesures gouvernementales prises et à prendre dans les différents pays, on estime que les impacts de la pandémie ne mettront pas en cause la continuité des opérations du groupe. En raison de l'incertitude sur la durée de la pandémie à ce stade, il est impossible de quantifier son impact sur les états financiers consolidés. Cependant, le groupe espère surmonter ce scénario en reprenant progressivement la mise en place de sa stratégie afin d'assurer aussi vite que possible le retour aux niveaux de croissance et de rentabilité attendus.

## **2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS**

**2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables du groupe et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :**

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

**2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :**

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle résultant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent.

## **3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

### **3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers**

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables des entreprises faisant partie du groupe, tenus conformément aux Normes comptables et d'information financière (NCRF).

#### **A. PRINCIPES DE CONSOLIDATION**

Les principes de consolidation adoptés par le groupe lors de la préparation de ses états financiers consolidés sont les suivants :

##### **i. Participations dans des filiales**

Les participations financières dans des entreprises dans lesquelles le groupe détient, directement ou indirectement, plus de 50 % des droits de vote dans l'assemblée générale ou dans lesquelles il détient le pouvoir de contrôler leurs politiques financières et opérationnelles (définition de contrôle utilisée par le groupe) sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Les capitaux propres et le résultat net de ces entreprises correspondant à la participation de tiers sont présentés séparément dans le bilan consolidé et dans le compte de résultat consolidé, dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

Lorsque les pertes attribuables aux actionnaires / associés minoritaires dépassent l'intérêt minoritaire dans les capitaux propres de la filiale, le groupe absorbe cet excédent et toutes les pertes supplémentaires, sauf si les actionnaires / associés minoritaires sont tenus et en mesure de couvrir ces pertes. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, ceux-ci sont attribués au groupe jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires imputée au groupe ait été couverte.

Le résultat des filiales acquises ou vendues au cours de l'exercice est compris dans le compte de résultat depuis la date de leur acquisition ou jusqu'à la date de leur vente, respectivement.

Le cas échéant, des ajustements aux états financiers des filiales sont effectués afin d'adapter leurs méthodes comptables à celles utilisées par le groupe. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises du groupe sont supprimés lors du processus de consolidation.

Dans les situations où le groupe détient, en substance, le contrôle d'autres entités créées dans un but déterminé (« Entités ad hoc »), même s'il ne détient pas des participations en capital directement ou indirectement dans ces entités, celles-ci sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

## **ii. Participations dans des sociétés associées**

Les participations financières dans des sociétés associées (les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence considérable, mais sans avoir leur contrôle ou un contrôle conjoint, à travers la participation aux décisions financières et opérationnelles de la société – généralement il s'agit d'investissements représentant entre 20 % et 50 % du capital d'une société – sont considérées comme telles) sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières dans des sociétés associées sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou déduit de la valeur correspondant à la part des capitaux propres de ces sociétés, déclarées à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence. Les participations financières sont ultérieurement ajustées chaque année par la valeur correspondante à la participation dans le résultat net des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. De plus, les dividendes de ces entreprises sont enregistrés comme une diminution de la valeur de l'investissement, la part proportionnelle dans les variations des capitaux propres étant enregistrée comme une variation des capitaux propres du groupe.

Les différences entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de la société associée à la date d'acquisition, si elles sont positives, sont comptabilisées comme *goodwill*. Si ces différences sont négatives, après nouvelle confirmation de la juste valeur attribuée, elles sont enregistrées comme gains de l'exercice dans le poste « Autres revenus ».

Une évaluation des participations dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme charges. Lorsque les pertes de valeur comptabilisées au cours d'exercices précédents cessent d'exister, elles font l'objet d'une reprise.

Lorsque la part du groupe dans les pertes cumulées de la société associée dépasse la valeur enregistrée de l'investissement, celui-ci est déclaré comme nul, sauf si le groupe s'est engagé avec la société associée, une provision pour faire face à ces obligations étant enregistrée dans ces cas.

Les revenus latents sur des transactions avec des sociétés associées sont supprimés dans les mêmes proportions que la participation du groupe dans la société associée, en contrepartie de l'investissement dans celle-ci. Les pertes latentes sont supprimées de manière similaire, mais seulement dans la mesure où la perte n'indique pas que l'actif transféré a subi une perte de valeur.

### iii. Entités contrôlées conjointement

Les participations financières dans des entreprises / entités contrôlées conjointement ont été consolidées dans les états financiers ci-joints selon la méthode de l'intégration proportionnelle, depuis la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

La classification des participations financières détenues dans des entreprises / entités contrôlées conjointement est déterminée sur la base :

- des accords d'actionnaires régissant le contrôle conjoint ;
- du pourcentage effectif de détention ;
- des droits de vote détenus.

Toute différence de consolidation générée lors de l'acquisition d'une entreprise / entité contrôlée conjointement est enregistrée selon les méthodes comptables définies pour les filiales. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises contrôlées conjointement sont supprimés dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

### iv. Goodwill

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. La valeur du *goodwill* n'est pas amortie. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises et sont enregistrées dans le compte de résultat de l'exercice dans le poste « Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises) ».

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables (y compris des passifs éventuels) à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

Le gain ou la perte concernant la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe.

### v. Conversion des états financiers des filiales libellés en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs des états financiers des entités étrangères faisant partie de la consolidation sont convertis en euros, selon les taux de change en vigueur à la date de clôture et les revenus et charges selon les taux de change moyens. La différence de change résultant est enregistrée dans le poste de capitaux propres « Autres variations des capitaux propres ».



La valeur du *goodwill* et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'entités étrangères sont considérés comme des actifs et des passifs de ces entités et convertis en euros selon le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, la différence de change cumulée est comptabilisée dans le compte de résultat comme gains ou pertes de la cession.

#### **B. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 6 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour le groupe, qu'elles soient contrôlables par le groupe ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont le groupe est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

#### **C. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle.

Les taux d'amortissement utilisés au cours de cet exercice correspondent aux durées de vies utiles estimées comme suit :

	<b>ANNÉES</b>
Bâtiments et autres constructions	4 – 50
Équipement de base	3 – 30
Matériel de transport	4 – 12
Fournitures administratives	3 – 25
Autres immobilisations corporelles	4 – 20

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

#### **D. CONTRATS DE LOCATION**

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels le groupe est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

#### **E. INTÉGRATION DES SUCCURSALES**

L'information comptable des succursales où le groupe opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon intègre, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation du groupe, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrées tous les mois comme des variations des capitaux propres.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

#### **F. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON COURANTS (À L'EXCEPTION DU GOODWILL)**

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme

recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

#### **G. CHARGES DES FINANCEMENTS OBTENUS**

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

#### **H. STOCKS**

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

#### **I. INSTRUMENTS FINANCIERS**

##### **i. Investissements**

Les investissements dans d'autres entreprises sont enregistrés au coût d'acquisition ou, dans le cas des emprunts accordés, à la valeur nominale. Une évaluation de ces investissements est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges.

Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

#### **ii. Créances comptables**

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation. Il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur et, par conséquent, où la dette doit être évaluée conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, le groupe prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

#### **iii. Financements**

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur coût amorti. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Il n'y a pas de situations dans lesquelles la méthode du coût amorti ait un impact significatif sur l'évaluation par rapport à la valeur nominale.

#### **iv. Fournisseurs et dettes comptables**

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale, l'effet de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif étant considéré non significatif.

#### **v. Passifs financiers et instruments de capitaux propres**

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

#### **vi. Actions propres**

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abattement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

#### **vii. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage**

Le groupe ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers consolidés que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque le groupe transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si le groupe conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers consolidés, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

#### **viii. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

### **J. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS**

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par le groupe comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du groupe ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour le groupe. Le groupe ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers consolidés et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

### K. PÉRIODES ÉCONOMIQUES

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

### L. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DE L'EXERCICE

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de chaque entreprise de la consolidation, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

### M. ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue.

On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

#### **N. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES OU D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS**

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

#### **O. COMPLÉMENTS DE PENSION**

Conduril - Engenharia, S.A. s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements Conduril - Engenharia, S.A. a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 - Avantages du personnel.

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

#### **P. PRODUIT**

Le groupe comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 - Contrats de construction, selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, le groupe comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie.

Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes des participations enregistrées au coût sont comptabilisés comme revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel leur attribution est décidée.

#### **Q. CHARGES AFFÉRENTES À LA PRÉPARATION DE PROPOSITIONS**

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

#### **R. TRAVAUX AU SEIN DE L'ENTREPRISE**

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par des entreprises du groupe, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

#### **S. FAITS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers consolidés. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers consolidés.

#### **T. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS**

Lors de la préparation des états financiers consolidés, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation s'est basé sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers consolidés des exercices prenant fin le 31 décembre 2020 et 2019 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.



Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers consolidés. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers consolidés seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

### 3.2. Autres méthodes comptables importantes

#### A. RÉSULTATS PAR ACTION

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

#### B. MONNAIE ÉTRANGÈRE

Lors de la comptabilisation initiale, les transactions en monnaie étrangère (une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle) sont enregistrées selon les taux de change des dates des transactions respectives. Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice. Les éléments non monétaires mesurés au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis au taux de change de la date de la transaction.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

MONNAIE	MONNAIE DE CONVERSION	2020		2019	
		31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN	31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN
Dollar américain	Euro	0,81493	n/a	0,89015	n/a
Dirham marocain	Euro	0,09145	0,09220	0,09290	0,09278
Pula botswanais	Euro	0,07540	0,07601	0,08400	0,08309
Metical mozambicain	Euro	0,01087	0,01242	0,01451	0,01430
Escudo cap-verdien	Euro	0,00907	0,00907	0,00907	0,00907
Franc CFA	Euro	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152
Kwacha zambien	Euro	0,03852	0,04667	0,06336	0,06875
Kwacha malawien	Euro	0,00105	0,00117	0,00121	0,00121
Kwanza angolais	Euro	0,00125	0,00146	0,00180	0,00234
Rand sud-africain	Euro	0,05549	n/a	0,06376	n/a
Dollar namibien	Euro	0,05427	n/a	0,06370	n/a
Dollar zimbabwéen	Euro	0,00995	0,01568	0,05320	0,05688

### 3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés

Lors de la préparation des états financiers consolidés conformément aux règles comptables NCRF, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés.

Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les expectatives concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

### 3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables du groupe, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers consolidés de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers consolidés.

### 3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

#### A. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée des entreprises faisant partie du groupe et sur les expectatives futures. Le groupe considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

#### B. DURÉES DE VIES UTILES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les durées de vies utiles estimées des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues à chaque date de clôture. Les durées de vies utiles des actifs dépendent de plusieurs facteurs liés soit à leur utilisation soit à leur localisation.

#### C. PRODUIT ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

Le produit des contrats de construction en cours est comptabilisé sur la base de la méthode du pourcentage d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est traduit par une estimation pertinente qui repose sur la prévision des charges à encourir jusqu'à l'achèvement du contrat. Ce processus est basé sur des analyses techniques réalisées par des techniciens.

**D. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES**

Les provisions sont comptabilisées après l'analyse des techniciens en vue de vérifier l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé, une sortie de ressources probable. Cette estimation est également déterminée sur la base de l'avis des avocats et des conseillers du groupe.

**E. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI**

Les responsabilités liées à des pensions de retraite sont estimées sur la base d'évaluations actuarielles réalisées par des experts extérieurs. Des hypothèses financières et actuarielles, notamment le taux d'actualisation, les tables de mortalité, l'invalidité, la croissance des pensions et des salaires, entre autres, sont inclus lors de la détermination de la responsabilité.

Compte tenu de ce qui précède, des modifications importantes dans les estimations réalisées ne sont pas prévues et, par conséquent, des variations matérielles dans les actifs et les passifs enregistrés ayant pour base ces estimations ne sont pas attendues.

**4. FLUX DE TRÉSORERIE****4.1. Commentaire de l'administration sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés**

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

**4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »**

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Encaisse	21 272	231 419
Dépôts à vue	6 071 743	9 025 409
Dépôts à terme	938 385	932 384
<b>TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE</b>	<b>7 031 400</b>	<b>10 189 212</b>

**5. PARTIES LIÉES****5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion**

**A.** Total de rémunérations : 1 378 046 euros (2019 : 1 389 846 euros).

## 5.2. Transactions entre les parties liées

### A. Nature des relations entre les parties liées :

	PAYS	% DIRECT	% TOTAL
<b>SUCCESSALES :</b>			
Angola	-	-	-
Mozambique	-	-	-
Maroc	-	-	-
Botswana	-	-	-
Cap-Vert	-	-	-
Zambie	-	-	-
Malawi	-	-	-
Gabon	-	-	-
<b>FILIALES :</b>			
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Edirio - Construções, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Métis Engenharia, Lda.	Angola	99,00	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	100,00	100,00
Urano, Lda.	Angola	99,00	99,00
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	Zimbabwe	100,00	100,00
<b>ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :</b>			
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Maroc	50,00	50,00
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	16,67	16,67
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Portugal	17,86	17,86
UTE Alcántara - Garrovillas	Espagne	15,00	15,00
<b>SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :</b>			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	21,64	23,64
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	Portugal	20,11	21,85
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
<b>PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :</b>			
<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION :</b>			
António Luís Amorim Martins (président) – PCA			
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du Comité exécutif) – PDG			
Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du Comité exécutif)			
António Baraças Andrade Miragaia			
António Emanuel Lemos Catarino			
Jorge Lúcio Teixeira Castro			
Miguel José Alves Montenegro Andrade			
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães			
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>			
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	Angola	-	-

**B. Transactions et soldes ouverts :**

Au 31 décembre 2020 et 2019, le groupe a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2020 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
<b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b>			
Groupement CJA/ Lot 3 - Construção ACE	828 511	-	-
	828 511	-	-
<b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>			
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	20 443 205	159 500	20 000
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 786 917	17 870	20 000
	34 230 122	177 370	40 000
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>			
UTE Alcântara - Garrovillas	1 220 412	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	2 969	549 590	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	70 496	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	21 972	-
Mugige Vinhos, Lda.	3 087 317	-	-
	4 381 194	571 562	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>		
UTE Alcântara - Garrovillas	624	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	154 873	2 026 490
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	234 574	65 700
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	205 359
Mugige Vinhos, Lda.	1 922 415	21 872
	2 312 486	2 319 421

Au 31 décembre 2019 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
<b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b>			
Groupement CJA/ Lot 3 - Construção ACE	828 503	-	-
	828 503	-	-
<b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>			
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	20 332 373	-	20 000
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 473 348	-	20 000
	33 805 721	-	40 000
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>			
UTE Alcântara - Garrovillas	1 134 094	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	9 595	922 242	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	480 265	383 998	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	39 668	-
Mugige Vinhos, Lda.	1 737 090	-	-
	3 361 044	1 345 908	-

PARTIES LIÉS	REVENUS	CHARGES
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>		
UTE Alcántara - Garrovillas	29 293	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	187 376	68 618
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	95 909	2 383
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	23 224
Mugige Vinhos, Lda.	2 260 500	-
	2 573 078	94 225

## 6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Recherche et développement	6	16,67 %
Logiciels	6	16,67 %
Droits de superficie	60	1,66 %
Autres immobilisations incorporelles	6	16,67 %

B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.

C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31.12.2020		31.12.2019	
	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR
Recherche et développement	27 740	1 571	-	-
Logiciels	153 577	106 370	106 440	92 775
Propriété industrielle	47 121	-	48 446	1 325
Droits de superficie	5 852 346	625 756	5 868 885	616 592
Autres immobilisations incorporelles	171 900	2 488	229 522	2 555
<b>TOTAL</b>	<b>6 252 684</b>	<b>736 185</b>	<b>6 253 293</b>	<b>713 247</b>

D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :

AMORTISSEMENTS DE LA PÉRIODE	31.12.2020	31.12.2019
Recherche et développement	1 571	-
Logiciels	11 450	1 637
Droits de superficie	9 726	16 485
Autres immobilisations incorporelles	118	735
<b>TOTAL</b>	<b>22 865</b>	<b>18 857</b>

E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2020 et 2019 sont indiqués dans le tableau qui suit :

	2020					TOTAL
	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
<b>ACTIF BRUT :</b>						
Solde au 31.12.2019	-	5 868 885	106 440	48 446	229 522	6 253 293
Acquisitions	27 740	-	50 556	-	-	78 296
Autres variations		(16 539)			(57 622)	(74 161)
Transferts et mise au rebut	-	-	(3 419)	(1 325)	-	(4 744)
Solde au 31.12.2020	27 740	5 852 346	153 576	47 121	171 900	6 252 684
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>						
Solde au 31.12.2019	-	616 592	92 775	1 325	2 555	713 247
Acquisitions	1 571	9 726	11 450	-	118	22 865
Autres variations		(562)			(185)	(747)
Transferts et mise au rebut	-	-	2 145	(1 325)	-	820
Solde au 31.12.2020	1 571	625 756	106 370	-	2 488	735 185
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>26 169</b>	<b>5 226 590</b>	<b>47 207</b>	<b>47 121</b>	<b>169 412</b>	<b>5 516 499</b>

	2019				TOTAL
	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
<b>ACTIF BRUT :</b>					
Solde au 31.12.2018	5 881 721	97 687	48 446	2 006	6 029 860
Acquisitions	15 694	8 753	-	227 516	251 963
Autres variations	(28 530)	-	-	-	(28 530)
Solde au 31.12.2019	5 868 885	106 440	48 446	229 522	6 253 293
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>					
Solde au 31.12.2018	600 149	91 138	1 325	1 727	694 339
Acquisitions	16 485	1 637	-	735	18 857
Autres variations	(42)	-	-	93	51
Solde au 31.12.2019	616 592	92 775	1 325	2 555	713 247
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>5 252 293</b>	<b>13 665</b>	<b>47 121</b>	<b>226 967</b>	<b>5 540 046</b>

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### 7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

#### A. Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

#### B. Méthode de dépréciation utilisée :

Le groupe amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

**C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :**

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	4 – 50	2 % – 25 %
Équipement de base	3 – 30	3,33 % – 33,33 %
Matériel de transport	4 – 12	8,33 % – 25 %
Fournitures administratives	3 – 25	4 % – 33,33 %
Autres immobilisations corporelles	4 – 20	5 % – 25 %

**D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :**

	2020							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
<b>ACTIF BRUT :</b>								
Solde au 31.12.2019	2 918 326	28 366 925	95 896 587	24 512 013	2 207 087	1 593 183	18 763 880	174 258 001
Acquisitions	-	1 027 428	25 799 059	3 699 806	132 847	175 743	1 659 123	32 494 006
Cessions	-	(34 336)	(3 649 631)	(168 244)	(6 397)	-	-	(3 858 608)
Autres variations	-	(700 291)	(545 053)	(570 917)	(46 659)	(18 148)	-	(1 881 068)
Transferts et mise au rebut	-	-	(92 501)	(10 855)	(13 126)	(12 311)	(315)	(129 108)
Solde au 31.12.2020	2 918 326	28 659 726	117 408 461	27 461 803	2 273 752	1 738 467	20 422 688	200 883 223
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>								
Solde au 31.12.2019	-	18 603 539	74 135 300	18 839 524	1 855 111	1 070 398	-	114 503 872
Acquisitions	-	659 350	3 050 539	811 245	56 405	136 922	-	4 714 461
Cessions	-	(4 464)	(3 064 104)	(127 603)	(3 247)	-	-	(3 199 418)
Autres variations	-	(406 334)	(621 263)	(154 961)	(41 777)	(16 536)	-	(1 240 871)
Transferts et mise au rebut	-	-	(120 904)	(1 530)	(5 787)	(5 654)	-	(133 875)
Solde au 31.12.2020	-	18 852 091	73 379 568	19 366 675	1 860 705	1 185 130	-	114 644 169
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>2 918 326</b>	<b>9 807 635</b>	<b>44 028 893</b>	<b>8 095 128</b>	<b>413 047</b>	<b>553 337</b>	<b>20 422 688</b>	<b>86 239 054</b>

	2019							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
<b>ACTIF BRUT :</b>								
Solde au 31.12.2018	2 918 326	28 541 543	92 741 615	24 353 701	2 123 661	1 453 786	18 216 731	170 349 363
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	140 200	5 866 676	2 017 306	106 136	143 038	1 630 301	9 903 658
Cessions	-	-	(1 695 366)	(1 592 052)	-	-	-	(3 287 417)
Autres variations	-	(1 078 743)	(556 978)	(188 582)	(21 186)	(3 641)	1 137	(1 847 993)
Transferts et mise au rebut	-	763 925	(459 360)	(78 360)	(1 524)	-	(1 084 289)	(859 609)
Solde au 31.12.2019	2 918 326	28 366 925	95 896 587	24 512 013	2 207 087	1 593 183	18 763 880	174 258 001
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>								
Solde au 31.12.2018	-	18 549 018	74 249 263	19 931 288	1 821 459	914 330	-	115 465 358
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	660 086	2 612 321	668 735	54 279	157 061	-	4 152 482
Cessions	-	-	(1 556 185)	(1 606 146)	(4 616)	-	-	(3 166 947)
Autres variations	-	(605 565)	(535 806)	(68 892)	(16 011)	(993)	-	(1 227 267)
Transferts et mise au rebut	-	-	(634 293)	(85 461)	-	-	-	(719 755)
Solde au 31.12.2019	-	18 603 539	74 135 300	18 839 524	1 855 111	1 070 398	-	114 503 872
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>2 918 326</b>	<b>9 763 386</b>	<b>21 761 287</b>	<b>5 672 489</b>	<b>351 976</b>	<b>522 785</b>	<b>18 763 880</b>	<b>59 754 129</b>



## 7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION	
	31.12.2020	31.12.2019
Bâtiments et autres constructions	1 655 293	1 242 708
Équipement de base	3 830	387 593
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 659 123</b>	<b>1 630 301</b>

## 7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT 2020	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT 2019
	Bâtiments et autres constructions	659 350
Équipement de base	3 050 539	2 612 321
Matériel de transport	811 245	668 735
Fournitures administratives	56 405	54 279
Autres immobilisations corporelles	136 922	157 061
<b>TOTAL</b>	<b>4 714 461</b>	<b>4 152 482</b>

## 7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

AMORTISSEMENT CUMULÉ	31.12.2020	31.12.2019
Bâtiments et autres constructions	18 852 091	18 603 539
Équipement de base	73 379 568	74 135 300
Matériel de transport	19 366 675	18 839 524
Fournitures administratives	1 860 705	1 855 111
Autres immobilisations corporelles	1 185 130	1 070 398
<b>TOTAL</b>	<b>114 644 169</b>	<b>114 503 872</b>

## 7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2020 et 2019, concernent les projets suivants :

	31.12.2020	31.12.2019
Bâtiments et autres constructions	20 418 858	18 763 565
Équipement de base	-	-
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	3 830	315
<b>TOTAL</b>	<b>20 422 688</b>	<b>18 763 880</b>

## 7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

2020	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	77 817 075	34 465 163	43 351 912
Angola	90 076 603	58 221 702	31 854 901
Mozambique	15 998 458	9 997 036	6 001 422
Maroc	602 361	602 361	-
Botswana	60 163	60 163	-
Cap-Vert	51 348	49 706	1 642
Zambie	11 150 762	8 250 115	2 900 647
Malawi	3 394 268	1 650 650	1 743 618
Gabon	1 512 342	1 309 858	202 484
Zimbabwe	219 843	37 415	182 428
<b>TOTAL</b>	<b>200 883 223</b>	<b>114 644 169</b>	<b>86 239 054</b>

2019	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	50 606 504	32 910 760	17 695 744
Angola	91 099 498	58 727 317	32 372 181
Mozambique	15 565 407	9 777 489	5 787 918
Maroc	2 045 775	2 045 775	-
Botswana	60 163	48 647	11 516
Cap-Vert	51 348	49 706	1 642
Zambie	10 917 143	8 279 699	2 637 444
Malawi	1 771 999	1 380 306	391 693
Gabon	1 512 342	1 248 769	263 573
Zimbabwe	627 822	35 404	592 418
<b>TOTAL</b>	<b>174 258 001</b>	<b>114 503 872</b>	<b>59 754 129</b>

## 8. CONTRATS DE LOCATION

## 8.1. Contrats de location-financement - Locataires

A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2020 et 2019 :

	31.12.2020	31.12.2019
Bâtiments et autres constructions	151 875	-
Équipement de base	17 282 983	4 178 738
Matériel de transport	5 104 652	2 618 762
<b>TOTAL</b>	<b>22 539 510</b>	<b>6 797 500</b>

B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2020 et 2019 et leur valeur actuelle :

	31.12.2020	31.12.2019
Paiements minimaux jusqu'à un an	5 417 612	1 982 108
Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans	17 665 330	4 226 871
Paiements minimaux de plus de 5 ans	-	-
<b>TOTAL DE PAIEMENTS MINIMAUX</b>	<b>23 082 942</b>	<b>6 208 979</b>
Paiement d'intérêts futurs	467 802	106 959
<b>VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS</b>	<b>22 615 140</b>	<b>6 102 020</b>

C. Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :

	PAIEMENTS MINIMAUX		VALEUR ACTUELLE	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Moins d'un an	5 417 612	1 982 108	5 213 834	1 932 060
Plus d'un an et moins de 5 ans	17 665 330	4 226 871	17 401 306	4 169 960
Plus de 5 ans	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>23 082 942</b>	<b>6 208 979</b>	<b>22 615 140</b>	<b>6 102 020</b>

## 9. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES, DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

### 9.1. Filiales

A. Liste et description des filiales :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Edirio - Construções, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Métis Engenharia, Lda.	99,00 %	Consolidation intégrale
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00 %	Consolidation intégrale
Urano, Lda.	99,00 %	Consolidation intégrale
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	100,00 %	Consolidation intégrale

### 9.2. Coentreprises

A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE COENTREPRISE	AUTRES PARTICIPANTS
Groupeement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupeement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupeement Túnel de Nador, Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia

B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	MÉTHODE DE CONSOLIDATION
Groupeement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	Intégration proportionnelle
Groupeement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	Coût
Groupeement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	Intégration proportionnelle
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	Intégration proportionnelle
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	Intégration proportionnelle

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE, Groupement Tunnel de Nador, Construção ACE et Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE n'étaient pas disponibles. Ces groupements n'ayant pas d'activité pertinente, le Conseil d'administration n'a pas considéré l'existence d'impacts significatifs associés à ces participations.

**C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :**

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle, de la date à laquelle le contrôle est partagé jusqu'au terme effectif de celui-ci. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable.

### 9.3. Sociétés associées

**A. Liste et description des sociétés associées :**

DÉNOMINATION SOCIALE	PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	23,64 %	Mise en équivalence
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence

**B. Valeur comptable et données sur les entités :**

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	172 507 587	(13 076 916)	(14 144 068)
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	2 324 331	(31 233)	(662 054)
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>			

31.12.2019 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	176 237 035	(3 226 340)	(10 936 496)
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	326 818 452	(16 308 301)	4 922 123
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	547 581	2 641 830	1 642 907	793 496
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	163 208	2 799 062	489 674	(345 790)
<b>TOTAL</b>	<b>710 789</b>			

Les actifs liés aux sociétés associées SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A. et Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. ont été classés dans le poste « Actifs non courants détenus à la vente » (Note 18) en décembre 2020.

#### 9.4. Détail du poste « Autres immobilisations financières »

AUTRES PARTICIPATIONS ENREGISTRÉES AU COÛT	31.12.2020	31.12.2019
Norgarante	18 877	18 877
Carval	1 682	1 682
Lisgarante	1 682	1 682
BAI - Banco Africano Investimento	341 375	341 375
Lusitânia Seguros	2 405	76 815
Autres	2 464	1 817
<b>TOTAL</b>	<b>368 485</b>	<b>442 248</b>

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	EMPRUNTS ACCORDÉS	
	31.12.2020	31.12.2019
UTE Alcántara - Garrovillas	-	-
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	20 332 373
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 491 551	13 473 348
Autres – Titres de dette publique	59 311 609	57 578 234
Autres – FCT	69 323	46 215
<b>TOTAL</b>	<b>72 872 483</b>	<b>91 430 170</b>

## 10. STOCKS

### 10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'oeuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

Le groupe évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

## 10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

STOCKS	31.12.2020	31.12.2019
Matières premières et fournitures consommables	14 135 070	12 993 023
Marchandises	-	9 646
Produits finis et intermédiaires	385 710	592 998
	14 520 780	13 595 667
Pertes de valeur	(873 109)	(873 109)
<b>TOTAL</b>	<b>13 647 671</b>	<b>12 722 558</b>

## 10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

	MARCHANDISES		MATIÈRES PREMIÈRES, FOURNITURES CONSOMMABLES	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Stock initial	9 646	9 646	12 119 914	12 923 453
Pertes de valeur sur stocks	-	-	-	-
Achats	-	-	36 546 338	38 210 742
Reclassement et régularisation de stocks	-	-	(285 420)	324 043
Stock final	(9 646)	(9 646)	(13 261 962)	(12 119 914)
<b>CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35 118 870</b>	<b>39 338 324</b>

	PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES		PRODUITS TRAVAUX EN COURS	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Stock initial	592 998	610 970	-	-
Reclassement et régularisation de stocks	(69 426)	(104 984)	-	-
Pertes de valeur cumulées	-	-	-	-
Stock final	(385 710)	(592 998)	-	-
<b>VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION</b>	<b>137 862</b>	<b>(87 012)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2020	31.12.2019
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	-	-
Produits finis et intermédiaires	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

REPRISE DES PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2020	31.12.2019
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	-	-
Produits finis et intermédiaires	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>IMPACT SUR L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
Pertes de valeur cumulées au 31.12.2019	873 109
Apport	-
Reprise	-
Utilisation	-
Variations de taux de change	-
<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2020</b>	<b>873 109</b>

MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
Pertes de valeur cumulées au 31.12.2018	873 109
Apport	-
Reprise	-
Utilisation	-
Variations de taux de change	-
<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2019</b>	<b>873 109</b>

## 11. CONTRATS DE CONSTRUCTION

### 11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2020 et 2019, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

OUVRAGE / CONTRAT	PRODUIT DE 2020	PRODUIT DE 2019
Contrats de construction	119 113 904	146 731 668
<b>TOTAL</b>	<b>119 113 904</b>	<b>146 731 668</b>

### 11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

### 11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat (méthodologie la plus utilisée) ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

### 11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

31.12.2020	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	356 888 466	474 141 093	28 680 385	2 010 095
<b>TOTAL</b>	<b>356 888 466</b>	<b>474 141 093</b>	<b>28 680 385</b>	<b>2 010 095</b>

31.12.2019	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	216 561 305	272 750 419	8 037 550	599 285
<b>TOTAL</b>	<b>216 561 305</b>	<b>272 750 419</b>	<b>8 037 550</b>	<b>599 285</b>

## 12. PRODUITS

### 12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

Le groupe comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

**A. VENTES** - elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

**B. PRESTATIONS DE SERVICES** - elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

**C. INTÉRÊTS** - ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

**D. DIVIDENDES** - ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.



## 12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

	31.12.2020	31.12.2019
Ventes de biens	820 188	1 662 673
Prestations de services	123 140 462	153 112 360
Intérêts	2 805 942	2 693 455
Dividendes	127 917	118 586
<b>TOTAL</b>	<b>126 894 509</b>	<b>157 587 074</b>

## 13. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

### 13.1. Provisions

Le groupe comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	AUTRES MOUVEMENTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	3 022 912	517 906	28 191	(90 076)	-	3 478 933
Autres provisions	32 588	406 074	33 413	(38 776)	-	433 299
	<b>3 055 500</b>	<b>923 980</b>	<b>61 604</b>	<b>(128 852)</b>	<b>-</b>	<b>3 912 232</b>
Immobilisations financières (Note 9)	-	10 410	-	-	-	10 410
<b>TOTAL</b>	<b>3 055 500</b>	<b>934 390</b>	<b>61 604</b>	<b>(128 852)</b>	<b>-</b>	<b>3 922 642</b>

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	AUTRES MOUVEMENTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 675 638	637 274	1 987	(291 987)	-	3 022 912
Autres provisions	180 748	5 127	-	(153 372)	85	32 588
<b>TOTAL</b>	<b>2 856 386</b>	<b>642 401</b>	<b>1 987</b>	<b>(445 359)</b>	<b>85</b>	<b>3 055 500</b>

### 13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, le groupe est convaincu que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle – une conviction qui est réaffirmée par le Bureau juridique interne de Conduril et par ses conseillers juridiques.

En ce qui concerne les procédures fiscales, il y a des procédures découlant de recours judiciaires engagés par Conduril concernant des règlements additionnels à titre de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC) (2011, 2012 et 2014), la compréhension de l'entreprise sur la base des avis de ses conseillers fiscaux étant un résultat favorable, raison pour laquelle aucune provision n'a été enregistrée dans les états financiers consolidés.

### 13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2020, le groupe avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 119 245 505 euros (le 31 décembre 2019, le montant s'élevait à 80 483 265 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

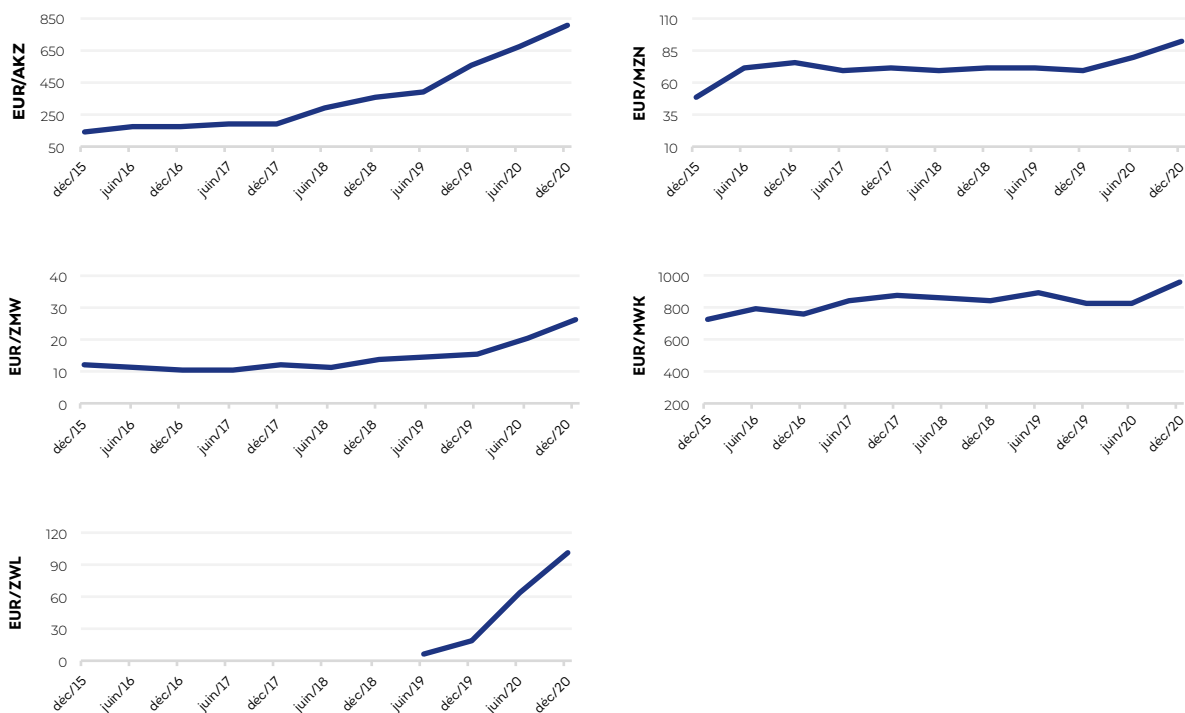
### 13.4. Gestion des risques financiers

#### A. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Parmi les plusieurs types de risque auxquels une entreprise fait face, les risques financiers sont ceux qui ont un impact plus immédiat sur les flux de trésorerie et ses résultats. L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser les effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

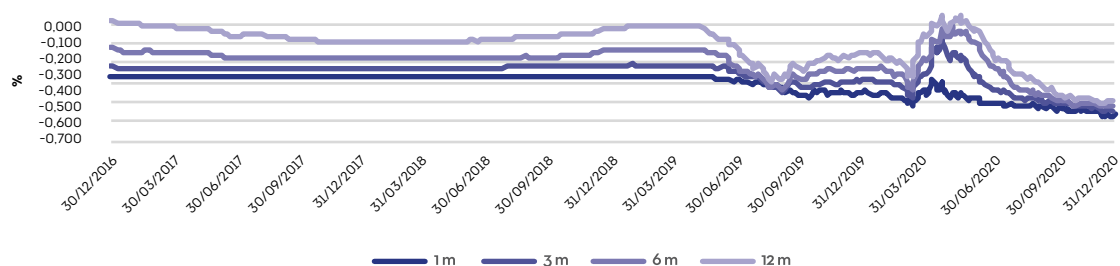
#### B. RISQUE DE TAUX DE CHANGE

Localisée au Portugal et en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi, Gabon et Zimbabwe), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien, kwacha malawien et dollar zimbabwéen face à l'euro a un impact sur les états financiers consolidés, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistant.



**C. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT**

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. Compte tenu des perspectives d'évolution du taux d'intérêt, nous n'avons qu'une petite partie de l'endettement du groupe indexé à une couverture du taux d'intérêt. Nous suivons toujours cette question de près afin de pouvoir prendre en temps opportun les mesures nécessaires pour réduire l'impact de cette variable sur les financements de Conduril.

**Évolution du taux Euribor****D. RISQUE DE CRÉDIT**

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier du groupe. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

- i. d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés. Nous avons également recours à des entités d'information et de profils de risque de crédit disponibles sur le marché ;
- ii. de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;
- iii. de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;
- iv. d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

**E. RISQUE DE LIQUIDITÉ**

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace. En 2020, compte tenu de l'incertitude accrue que la COVID-19 a apporté sur les marchés financiers, Conduril, par mesure de précaution, a décidé d'adhérer au régime de moratoire au titre de certains financements et a engagé des lignes supplémentaires dans le cadre des soutiens COVID-19.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. La politique du groupe est de contractualiser ces facilités sans aucune garantie.

## 14. EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

### 14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

	31.12.2020	31.12.2019
Différences de change défavorables		
- Autres charges	10 328 365	12 850 335
<b>TOTAL</b>	<b>10 328 365</b>	<b>12 850 335</b>
Différences de change favorables		
- Autres revenus	20 092 471	4 433 646
<b>TOTAL</b>	<b>20 092 471</b>	<b>4 433 646</b>

### 14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES	
Solde au 31.12.2019	(25 804 165)
Différences de change défavorables	(35 120 910)
Différences de change favorables	-
<b>SOLDE AU 31.12.2020</b>	<b>(60 925 075)</b>

DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES	
Solde au 31.12.2018	(18 989 245)
Différences de change défavorables	(6 814 920)
Différences de change favorables	-
<b>SOLDE AU 31.12.2019</b>	<b>(25 804 165)</b>

## 15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

### 15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers consolidés concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

### 15.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 10 mars 2021. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers consolidés donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

## 16. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

### 16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle du groupe de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020, les charges encourues par le groupe se sont chiffrées à 188 139 euros (en 2019 elles se sont élevées à 97 227 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, le groupe comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

### 16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

	MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT
Traitement des déchets	188 139
<b>TOTAL</b>	<b>188 139</b>

## 17. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

### 17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

	31.12.2020	31.12.2019
Impôts courants et ajustements :		
Impôts courants de l'exercice	3 129 959	9 511 635
	<b>3 129 959</b>	<b>9 511 635</b>
Impôt différé :		
Impôt différé lié à des différences temporelles	(980 807)	(45 328)
	<b>(980 807)</b>	<b>(45 328)</b>
<b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>2 149 152</b>	<b>9 466 307</b>

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

### 17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	31.12.2020	31.12.2019
Résultat avant impôts	3 290 198	11 931 640
Charges d'impôt sur les bénéfices	2 149 152	9 466 307
Taux effectif d'impôt	65,32 %	79,34 %
<b>Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal, 30 % en 2019 et 25 % en 2020 en Angola et 35 % au Zimbabwe)</b>	<b>1 157 823</b>	<b>3 476 144</b>
<b>AJUSTEMENTS :</b>		
Résultats découlant de l'application de la méthode de la mise en équivalence	(30 327)	158 405
Taux différenciés d'impôt	980 910	565 026
Charges non acceptées comme des coûts fiscaux	408 188	3 537 842
Provisions non acceptées comme des charges	96 118	7 833
Reprises de provisions non imposées	5 990	-
Restitution d'impôt	(60 829)	-
Autres revenus non imposés	(2 923 952)	(3 859 857)
Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice	(232 693)	(286 121)
Pertes fiscales générées au cours de l'exercice	5 151 697	3 063 930
Différences de change non imposées	(1 458 112)	1 884 158
Impositions autonomes	449 127	477 293
Impôt différé découlant d'exercices précédents	(1 365 256)	(45 328)
Autres	(29 532)	486 982
	<b>991 329</b>	<b>5 990 163</b>
<b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>2 149 152</b>	<b>9 466 307</b>

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

### 17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2020, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Garanties des ouvrages	65 867	-	-	-	65 867
Pertes fiscales	-	-	-	-	-
Charges non acceptées	88 998	-	5 629 888	(22 906)	5 695 980
Autres	71 415	(71 415)	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>226 280</b>	<b>(71 415)</b>	<b>5 629 888</b>	<b>(22 906)</b>	<b>5 761 847</b>

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	896 982	-	-	(154 657)	742 325
Revenu imposable	88 998	-	4 714 707	-	4 803 705
Dépréciations non acceptées	361 267	(141 669)	74 085	(7 960)	285 723
<b>TOTAL</b>	<b>1 347 247</b>	<b>(141 669)</b>	<b>4 788 792</b>	<b>(162 617)</b>	<b>5 831 753</b>

Le 31 décembre 2019, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Garanties des ouvrages	62 597	540	3 067	(337)	65 867
Provisions non acceptées	-	-	-	-	-
Pertes fiscales	-	-	88 998	-	88 998
Autres	601	-	71 415	(601)	71 415
<b>TOTAL</b>	<b>63 198</b>	<b>540</b>	<b>163 480</b>	<b>(938)</b>	<b>226 280</b>

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	940 758	-	-	(43 776)	896 982
Revenu imposable	-	-	88 998	-	88 998
Dépréciations non acceptées	416 170	(56 083)	1 180	-	361 267
<b>TOTAL</b>	<b>1 356 928</b>	<b>(56 083)</b>	<b>90 178</b>	<b>(43 776)</b>	<b>1 347 247</b>

## 18. ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

### 18.1. Actifs non courants détenus à la vente

Le 31 décembre 2020 et 2019, les actifs non courants détenus à la vente sont détaillés comme suit :

DÉNOMINATION SOCIALE	31.12.2020	31.12.2019
Actifs de SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.		
Participation	-	-
Emprunt	20 332 373	-
Actifs de Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.		
Participation	547 581	-
<b>TOTAL</b>	<b>20 879 954</b>	<b>-</b>

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	297 009 240	8 716 135	5 494 263
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	547 581	3 715 121	2 336 006	971 448
<b>TOTAL</b>	<b>547 581</b>			

En décembre 2020, Conduril a conclu un contrat de vente des participations de SPER et de Planestrada. La transaction dépend de plusieurs conditions précédentes, son achèvement étant prévu pour la fin du premier semestre 2021.

## 19. INSTRUMENTS FINANCIERS

### 19.1. Bases d'évaluation

La politique du groupe est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le groupe mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

Le groupe ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détenteur d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.



## 19.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

	31.12.2020		31.12.2019	
	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Créances clients, compte courant	85 113 548	-	101 265 037	-
Créances clients, avec garanties	6 173 167	-	4 122 995	-
Créances douteuses	2 672 509	(2 672 509)	2 965 209	(2 965 209)
<b>TOTAL</b>	<b>93 959 224</b>	<b>(2 672 509)</b>	<b>108 353 241</b>	<b>(2 965 209)</b>

## 19.3. Financements obtenus

Le 31 décembre 2020 et 2019, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	31.12.2020	31.12.2019
Comptes cautionnés	7 218 929	8 767 902
Emprunts bancaires	23 106 226	27 246 701
Billet de trésorerie	23 300 000	20 800 000
Contrats de location-financement	22 615 141	6 174 910
Affacturage	-	774 442
Découverts bancaires souscrits	3 632 481	2 951 534
<b>TOTAL</b>	<b>79 872 777</b>	<b>66 715 489</b>

## 19.4. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

### A. Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2020	31.12.2019
Dépôts en banque et titres	2 805 829	2 693 237
Autres	113	218
<b>TOTAL</b>	<b>2 805 942</b>	<b>2 693 455</b>

### B. Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

PASSIFS FINANCIERS	31.12.2020	31.12.2019
Financements	2 553 028	3 312 612
Contrats de location-financement	95 451	38 651
Autres	51 938	66 622
<b>TOTAL</b>	<b>2 700 417</b>	<b>3 417 885</b>

### 19.5. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, le groupe a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, le groupe a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2020	
	APPORT	REPRISES
Clients	-	-
Autres comptes débiteurs	-	-
Autres actifs financiers	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2019	
	APPORT	REPRISES
Clients	65 457	(112 113)
Autres comptes débiteurs	-	-
Autres actifs financiers	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>65 457</b>	<b>(112 113)</b>

### 19.6. Montant de capital social

Le 31 décembre 2020, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

### 19.7. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2020, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

## 20. AVANTAGES DU PERSONNEL

### 20.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2020, 123 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2020, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

CHARGES DE PENSIONS	31.12.2020	31.12.2019
Coût des services courants	397 587	291 648
Coût des intérêts	289 115	326 036
Gains et pertes actuariels	-	-
Rendement des actifs	-	-
Autres variations	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>686 702</b>	<b>617 684</b>

Le 31 décembre 2020, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 3 038 863 euros. L'accroissement des responsabilités est associé à l'impact de la modification de quelques-unes des hypothèses, notamment le taux d'intérêt et le taux de croissance des salaires. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 3 113 050 euros (2019 : 2 518 271 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2020 et 2019 :

	HYPOTHÈSES 2020	HYPOTHÈSES 2019
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90
Table d'invalidité	Swiss Re 2001	Swiss Re 2001
Âge normal de la retraite	66-70 années	66-70 années
Nombre de pensions dans l'année	13	13
Taux de rendement annuel des actifs	courbe de swap au 31/12/2020 majorée de 2,25 %	courbe de swap au 31/12/2019 majorée de 2,25 %
Taux de croissance des salaires	2,00 %	2,00 %
Taux de croissance des pensions	0,00 %	0,00 %
Participants	337	324
Bénéficiaires	123	123

## 20.2. Avantages sociaux

Le 31 décembre 2020, les charges associées à l'activité de Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), financées dans leur totalité par Conduril, sont résumées comme suit :

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2020
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	53 232
Bourses universitaires Conduril	182 507
Formation technique et professionnelle	45 626
Formation humaine et culturelle	15 209
Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles	7 604
<b>TOTAL</b>	<b>304 178</b>

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2019
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	246 962
Formation technique et professionnelle	172 873
Formation humaine et culturelle	24 696
RVCCP (Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles)	49 393
<b>TOTAL</b>	<b>493 924</b>

## 21. AUTRES INFORMATIONS

### 21.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2020 et 2019, est le suivant :

ACTIF	31.12.2020	31.12.2019
Impôt sur le revenu des personnes physiques	282	1 097
Taxe sur la valeur ajoutée	11 007 379	9 585 343
Cotisations à la Sécurité Sociale	1 524	10 124
Impôt sur le revenu des personnes morales	3 592 290	3 192 145
Autres impositions	3 036 930	2 873 489
<b>TOTAL</b>	<b>17 638 405</b>	<b>15 662 198</b>

PASSIF	31.12.2020	31.12.2019
Impôt sur le revenu des personnes physiques	620 353	606 310
Taxe sur la valeur ajoutée	8 303 319	9 125 738
Cotisations à la Sécurité Sociale	788 752	590 211
Impôt sur le revenu des personnes morales	5 840 797	8 712 293
Autres impositions	568 385	643 059
<b>TOTAL</b>	<b>16 121 606</b>	<b>19 677 611</b>

### 21.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2020 et 2019, se sont réparties comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Marché intérieur	62 075 018	54 037 169
Marché extérieur	61 885 631	100 737 864
<b>TOTAL</b>	<b>123 960 649</b>	<b>154 775 033</b>

### 21.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Contrats de sous-traitance	38 797 165	30 278 250
Services spécialisés	5 878 370	4 293 097
Matériaux	699 487	1 067 856
Énergie et fluides	1 706 972	3 159 609
Déplacements, séjours et transports	4 006 867	3 850 461
Loyers et locations	4 266 240	4 993 567
Communication	280 935	366 959
Assurances	1 065 124	936 462
Redevances	-	13 081
Contentieux et notaires	41 910	17 630
Frais de représentation	7 626	28 568
Nettoyage, hygiène et confort	289 592	288 295
Autres services	1 371 940	1 850 636
<b>TOTAL</b>	<b>58 412 228</b>	<b>51 144 471</b>

## 21.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Rémunérations des organes sociaux	1 224 459	1 235 089
Rémunérations du personnel	28 267 945	29 451 301
Indemnités	18 202	36 677
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 20.1)	686 702	617 684
Charges sur rémunérations	3 890 688	3 464 116
Assurances accidents du travail et maladies professionnelles	1 093 711	1 065 717
Charges aide sociale	1 684 298	2 268 441
Autres	569 350	643 594
<b>TOTAL</b>	<b>37 435 355</b>	<b>38 782 619</b>

## 21.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Revenus supplémentaires	5 314 116	1 385 588
Escomptes obtenus pour paiement comptant	57 933	71 482
Différences de change favorables	20 092 471	4 433 646
Gains de stocks	8 758	12 935
Revenus et produits dans les autres actifs non financiers	888 254	616 031
Intérêts perçus	2 805 942	2 693 455
Dividendes perçus	127 917	118 586
Corrections relatives à des exercices précédents	343 688	203 491
Revenus contractuels	1 874	386 344
Autres	1 127 355	78 572
<b>TOTAL</b>	<b>30 768 308</b>	<b>10 000 130</b>

## 21.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Impôts et taxes	1 817 651	2 269 017
Escomptes attribués pour paiement comptant	148	789 273
Différences de change défavorables	10 328 365	12 850 335
Pertes et charges dans les autres immobilisations financières	91 843	16 987
Amendes et pénalités	212 134	249 473
Corrections relatives à des exercices précédents	412 314	128 668
Autres	51 784	900 902
<b>TOTAL</b>	<b>12 914 239</b>	<b>17 204 655</b>

## 21.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

<b>CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT</b>	<b>31.12.2020</b>	<b>31.12.2019</b>
Charges d'intérêts	2 648 479	3 351 263
Autres charges et pertes de financement	668 612	531 434
<b>TOTAL</b>	<b>3 317 091</b>	<b>3 882 697</b>

## 21.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>31.12.2020</b>	<b>31.12.2019</b>
Charges à comptabiliser – assurances	679 397	374 581
Charges à comptabiliser – autres	-	3 447
Autres	527 833	294 222
<b>TOTAL</b>	<b>1 207 230</b>	<b>672 250</b>

<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>31.12.2020</b>	<b>31.12.2019</b>
Produits à comptabiliser – NCRF 19	1 473 019	768 092
Facturation à comptabiliser	145 095	381 078
<b>TOTAL</b>	<b>1 618 114</b>	<b>1 149 170</b>

## 21.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	<b>31.12.2020</b>	<b>31.12.2019</b>
Fournisseurs soldes débiteurs	1 036 692	642 092
Avances aux fournisseurs	2 970 425	2 010 359
Débiteurs pour hausse des revenus	33 210 491	47 777 273
Acomptes sur ventes	225 262	49 898
Personnel	35 905	424 727
Débiteurs divers	15 288 851	17 242 870
<b>TOTAL</b>	<b>52 767 626</b>	<b>68 147 219</b>

Le montant concernant les « Débiteurs pour hausse des revenus » est lié, surtout, à l'application de la méthode du pourcentage d'avancement, conformément à la règle comptable NCRF 19 – « Contrats de construction ».

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	<b>31.12.2020</b>	<b>31.12.2019</b>
Clients soldes créditeurs	38 106	53 367
Personnel	1 535 638	2 430 029
Fournisseurs d'investissements	1 394 002	59 011
Créanciers pour hausse des charges – rémunérations	1 967 223	1 863 665
Créanciers pour hausse des charges – autres	3 682 718	4 527 528
Créanciers divers	2 992 675	2 795 013
<b>TOTAL</b>	<b>11 610 362</b>	<b>11 728 614</b>

### 21.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 1 136 131 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 540 000 euros, ce qui correspond à 0,30 euros par action ;
- Autres réserves : 596 131 euros.

## 22. INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du Code portugais des Régimes contributifs du système de prévoyance de la Sécurité Sociale, la situation de l'entreprise au regard de la Sécurité Sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

Informations supplémentaires pour les entités visées à l'article 2, paragraphe 1, point h) et à l'article 9, paragraphe 4, tous les deux du décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin :

### 22.1. Chiffre d'affaires net ventilé par des marchés géographiques

	31.12.2020	31.12.2019
Portugal	63 022 364	56 740 835
Angola	22 366 506	54 330 413
Mozambique	10 159 226	14 219 926
Zimbabwe	7 904 174	2 872 196
Zambie	7 941 134	20 727 294
Malawi	10 464 089	3 337 295
Gabon	2 103 156	2 547 074
<b>TOTAL</b>	<b>123 960 649</b>	<b>154 775 033</b>

### 22.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2020 les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 30 250 euros (2019 : 31 500 euros).

CHAP.

# 04





**RAPPORT ET  
AVIS DU  
CONSEIL DE  
SURVEILLANCE**

# CONSEIL DE SURVEILLANCE

## 1. EXERCICE DE 2020

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport consolidé de gestion, le bilan et les comptes consolidés et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2020.

## 2. RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de Conduril - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion consolidé présenté par le Conseil d'administration, le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, les flux de trésorerie consolidés et les variations des capitaux propres

consolidés, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2020, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes consolidés, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, consolidés, permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2020, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

### **3. AVIS**

1. que le rapport de gestion consolidé, le bilan consolidé, les comptes consolidés et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2020, soient approuvés,
2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion consolidé, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 26 mars 2021

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

---

Ademar Américo Soares Paiva, président

---

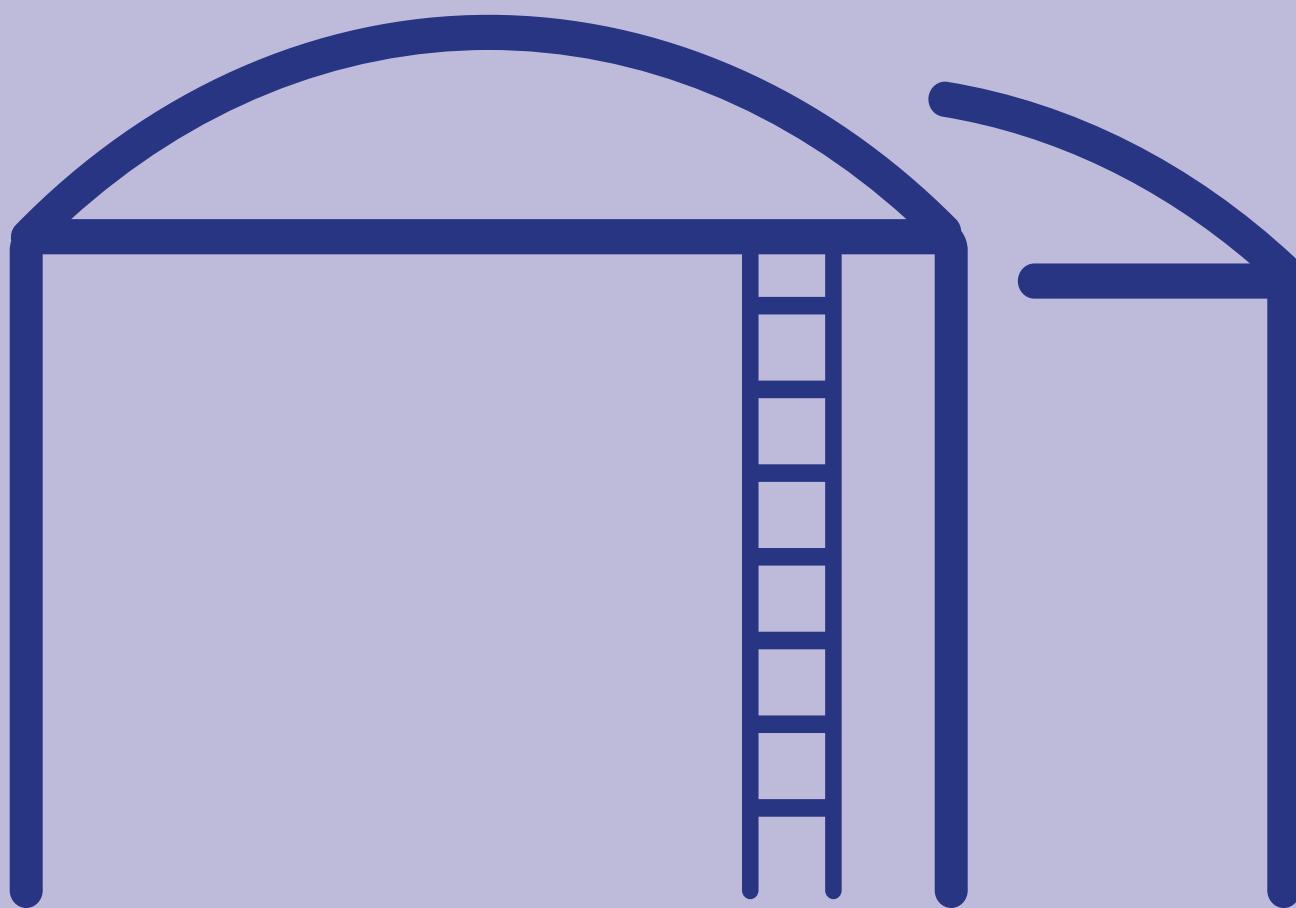
Maria de Lourdes Lopes Chaves

---

Júlio Gales Ferreira Pinto

CHAP.

# 05



**CERTIFICATION  
LÉGALE DES  
COMPTES  
CONSOLIDÉS**

# CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES

## 1. RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### Opinion

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (le groupe), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2020 (présentant un total de 377 031 776 euros et un total de capitaux propres de 178 292 712 euros, incluant un résultat net de 1136 131 euros), le compte de résultat consolidé par nature, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers consolidés comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière consolidée de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2020, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie consolidés pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

## Fondements

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes. En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants des entités faisant partie du groupe et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## Accent

Des informations concernant les impacts de la pandémie de COVID-19 comptabilisés sur l'activité du groupe, ainsi que les mesures mises en place pour assurer la continuité de ses opérations ont été communiquées dans la Note 1 de l'annexe aux états financiers consolidés à la date du 31 décembre 2020. Comme mentionné dans cette note, des incertitudes pertinentes subsistent quant aux effets sur les opérations futures du groupe, compte tenu de l'incapacité de prévoir la durée de la pandémie de COVID-19. Le Conseil d'administration considère que, sur la base des informations disponibles, le principe de la continuité utilisé lors de la préparation des états financiers à la date du 31 décembre 2020 reste approprié.

Notre opinion n'est pas modifiée en la matière.

## Responsabilités de l'organe de gestion et de l'organe de surveillance concernant les états financiers consolidés

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers consolidés réfléchissant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du groupe conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport consolidé de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité du groupe à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière du groupe.

## Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers consolidés, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité du groupe à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers consolidés ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire le groupe à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers consolidés, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou des activités au sein du groupe afin d'exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de l'orientation, de la supervision et de la performance de l'audit du groupe, ainsi que les responsables en dernier ressort de notre opinion concernant l'audit ;



- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport consolidé de gestion et les états financiers consolidés.

---

## **2. RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES**

### **Sur le rapport consolidé de gestion**

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des Sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport consolidé de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers consolidés qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur le groupe, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 25 mars 2021

---

HORWATH & ASSOCIADOS, SROC, LDA.  
Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro (CLC 1126)



---

### **CONDURIL ENGENHARIA, S.A.**

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835  
4445-416 Ermesinde – Portugal  
T. +351 229 773 920  
geral@conduril.pt

---

### **CONDURIL ANGOLA**

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)  
Município de Ingombota – Luanda – Angola  
T. +244 949 422 665  
expgeralluanda@conduril.pt

---

### **CONDURIL MOÇAMBIQUE, ENOP**

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,  
Parcela 3380/12 – Matola – Moçambique  
T. +258 219 025 88  
delegacao@conduril.co.mz

---

### **CONDURIL ZÂMBIA**

Plot 3817 Martin Mwamba Road  
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill  
Lusaka – Zambia  
T. +260 211 291 441  
zambia@conduril.pt

---

### **CONDURIL MALAWI**

Plot BC 922 House 5, Area Mandala  
PO Box 907  
Blantyre – Malawi  
T. +265 994 956 884  
malawi@conduril.pt

---

### **CONDURIL GABÃO**

Nzeng-Ayong (Après le carrefour GP)  
Libreville – Gabon  
gabon@conduril.pt

---

### **CONDURIL AÇORES**

Rua de São Gonçalo, n.º 2013 - 2.º Dt.º  
9500-343 Ponta Delgada – Portugal

---

### **MÉTIS**

Parque Industrial de Viana – B.º - Capalanga  
Município de Viana – Luanda – ANGOLA  
T. +244 939 212 517  
expgeral@metis-engenharia.com

---

### **URANO**

Polo Industrial de Viana, Zona do Km 25  
Município de Viana – Comuna do  
Zango – Luanda – ANGOLA  
T. +244 939 133 245  
geral@urano-metalomecanica.com

---

### **EDIRIO, CONSTRUÇÕES, S.A.**

Rua Dr. Francisco Sá Carneiro, 22  
4825-087 Água Longa – Santo Tirso  
T. +351 229 688 411  
geral@edirio.pt

---

### **CONDURIL ZIMBABWE**

75, Tredgold Way, Lincoln Green  
Belvedere, Harare – Zimbabwe